

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**LE PATRIMOINE FONCIER**  
**Société Civile de Placement Immobilier**  
**Capital social : 12.852.000 euros**  
**Siège Social : 90, rue de Miromesnil à PARIS (75008)**  
**RCS PARIS 303.023.824**

**Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire**

Les associés de la SCPI LE PATRIMOINE FONCIER sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, le mardi 23 juin 2026 à 14h30 qui se tiendra à l'Auditorium – 2 place Rio de Janeiro 75008 Paris, à l'effet de délibérer, conformément aux dispositions du Code Monétaire et Financier, sur l'ordre du jour suivant :

**ORDRE DU JOUR**

**Résolutions à caractère ordinaire**

- 1 Approbation des comptes
- 2 Quitus
- 3 Approbation de l'affectation du résultat 2025
- 4 Approbation des conventions visées à l'article L 214-106 du Code Monétaire et Financier
- 5 Approbation de la valeur comptable de la société
- 6 Approbation de la valeur de réalisation de la société
- 7 Approbation de la valeur de reconstitution de la société
- 8 Commercialisateurs
- 9 Recours à l'emprunt
- 10 Renouvellement du mandat de la Société de Gestion
- 11 Mandat du Commissaire aux Comptes
- 12 Frais de déplacement
- 13 Rémunération du Conseil de Surveillance
- 14 Autorisation donnée à la Société de Gestion de distribuer aux personnes morales, le montant de l'impôt sur la plus-value non acquitté pour leur compte
- 15 Recours à des intervenants extérieurs par les membres du Conseil de Surveillance
- 16 Pouvoirs

**RESOLUTIONS A CARACTERE ORDINAIRE**

**Approbation des comptes**

**1<sup>ère</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports de la Société de Gestion, du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2025, approuve les dits rapports, ainsi que les comptes annuels et leurs annexes, tels qu'ils lui sont présentés.

**Quitus**

**2<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de la Société de Gestion lui donne quitus au titre de son activité durant l'exercice 2025.

**Approbation de l'affectation du résultat 2025**

**3<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de l'exercice d'un montant de 8 317 126 € de la manière suivante :

Résultat de l'exercice 2025	8 317 126 €
Report à nouveau	3 687 051 €
<b>Résultat disponible</b>	<b>12 004 177 €</b>
Dividende proposé à l'Assemblée Générale (84,00 x 84 000)	- 7 056 000 €
Report à nouveau après affectation du résultat	4 948 177 €

En conséquence, l'Assemblée Générale Ordinaire fixe le dividende par part portant jouissance sur l'année entière à 84,00 € en 2025.

**Approbation des conventions visées à l'article L 214 -106 du Code Monétaire et Financier****4<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes, approuve les conventions qui y sont mentionnées.

**Approbation de la valeur comptable de la société****5<sup>ème</sup> résolution :**

Conformément à l'article L 214-109 du Code Monétaire et Financier, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve la valeur comptable de la société fixée à la clôture de l'exercice telle qu'elle lui est présentée :

Valeur comptable : **43 925 448 €** (522,92 €/part)

**Approbation de la valeur de réalisation de la société****6<sup>ème</sup> résolution :**

Conformément à l'article L 214-109 du Code Monétaire et Financier, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve la valeur de réalisation de la société fixée à la clôture de l'exercice telle qu'elle lui est présentée :

Valeur de réalisation : **154 762 560 €** (1 842,41 €/part)

**Approbation de la valeur de reconstitution de la société****7<sup>ème</sup> résolution :**

Conformément à l'article L 214-109 du Code Monétaire et Financier, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve la valeur de reconstitution de la société fixée à la clôture de l'exercice telle qu'elle lui est présentée :

Valeur de reconstitution : **174 752 831 €** (2 080,39 €/part)

**Commercialisateurs****8<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, autorise la Société de Gestion à mandater des commercialisateurs extérieurs aux conditions habituelles du marché pour favoriser les relocations des lots vacants.

**Recours à l'emprunt****9<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, réitère l'autorisation donnée à la Société de Gestion de contracter des emprunts dans une limite globale de 5 000 000 d'euros et ce, conformément à l'article L 214-101 du Code Monétaire et Financier, dans le cas où des opportunités d'acquisitions et/ou la restructuration lourde d'un ou plusieurs immeubles se présenteraient, qui seraient à conclure rapidement.

L'Assemblée Générale Ordinaire autorise à cet effet la Société de Gestion à consentir, au nom de la SCPI Le Patrimoine Foncier, à l'organisme prêteur toutes sûretés réelles ou personnelles correspondantes, y compris sous forme hypothécaire.

**Renouvellement du mandat de la société de gestion****10<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve le renouvellement du mandat de la société de gestion AESTIAM pour une durée fixée à l'article 14 des statuts de la SCPI Le Patrimoine Foncier à 1 an ; qui expirera au plus tard en juin 2027 à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

**Mandat du Commissaire aux comptes****11<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, mandate la société REVISION CONSEIL AUDIT EXPERTISE dont le siège est situé 7 rue Ernest Cresson à Paris en qualité de Commissaire aux comptes pour une durée de six années, soit au plus tard en juin 2032 à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2031.

**Frais de déplacement****12<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, autorise, la société de gestion à rembourser sur justificatifs, les frais de déplacement engagés par les membres du Conseil de Surveillance pour assister aux réunions, et ce conformément à l'article 19-5 des statuts.

**Rémunération du Conseil de Surveillance****13<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, autorise, la société de gestion à verser à titre de jetons de présence, une somme globale maximum de 17 000€ aux membres du Conseil de Surveillance, et ce conformément à l'article 19-5 des statuts. Cette somme sera répartie entre les membres présents du Conseil de Surveillance.

**Autorisation donnée à la Société de Gestion de distribuer aux personnes morales,  
le montant de l'impôt sur la plus-value non acquitté pour leur compte****14<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, autorise la Société de Gestion à verser aux associés non imposés dans la catégorie des plus-values immobilières des particuliers, le montant par part de l'impôt sur la plus-value immobilière acquitté, le cas échéant lors des cessions d'éléments du patrimoine social de l'exercice, au nom et pour le compte des autres associés imposés dans cette même catégorie.

La présente autorisation est expressément donnée jusqu'à la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026.

Le montant de l'impôt sur la plus-value immobilière, acquitté au nom et pour le compte des associés imposés dans la catégorie des plus-values immobilières des particuliers, s'est élevé en 2025 à 124 007 euros, soit 1,48 euros par part.

**Recours à des intervenants extérieurs par les membres du Conseil de Surveillance****15<sup>ème</sup> résolution :**

Dans le cadre de leurs fonctions, après consultation du Président ou des Vice-présidents, et après en avoir informé préalablement la Société de Gestion, les membres du Conseil de Surveillance peuvent solliciter des intervenants extérieurs pour avis et conseil, à tout moment, dans la limite d'un budget annuel de 10 000 euros HT maximum à la charge de la SCPI Le Patrimoine Foncier.

Les membres du Conseil de Surveillance informeront l'ensemble des Associés dans le rapport annuel de tout frais engagé dans le cadre de ce budget.

Cette autorisation est donnée jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

**Pouvoirs****16<sup>ème</sup> résolution :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes formalités.